

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 novembre 2013

INTERDICTION DU CUMUL DE FONCTIONS EXÉCUTIVES LOCALES AVEC LE
MANDAT DE DÉPUTÉ ET LIMITANT À UNE SEULE FONCTION EXÉCUTIVE LOCALE LE
CUMUL AVEC LE MANDAT DE SÉNATEUR - (N° 1529)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 14

présenté par

M. Gosselin, M. Hetzel, M. Foulon, M. Cinieri, M. Straumann, Mme Rohfritsch, M. Decool,
M. Jean-Pierre Vigier, M. Sermier, M. Morel-A-L'Huissier, M. Gandolfi-Scheit, M. Tetart,
Mme Genevard, M. Huet, M. Delatte, M. Gibbes, M. Olivier Marleix, M. Furst, M. Siré et M. Lett

ARTICLE PREMIER

Après la première occurrence du mot :

« maire »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 3 :

« d'une commune ou d'un arrondissement de plus de 30 000 habitants ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est plus juste de moduler l'incompatibilité entre un mandat national et un exécutif local en fonction de l'importance démographique des collectivités. Il faut en effet distinguer la charge de travail d'un exécutif local d'une petite collectivité rurale et d'une collectivité urbaine ! A cet égard, permettre le cumul d'un mandat national avec un exécutif d'une commune ou d'un arrondissement de moins de 30 000 habitants me semble une limite acceptable.